**Quelques éléments d’analyse des causes de la crise du coronavirus (COVID-19)**

**Avertissement** : Au moment où je terminais ce texte, j’ai écouté une entrevue de Nicolas Hulot qui affirme que la crise sanitaire actuelle est un « ultimatum donné par la nature »[[1]](#footnote-1). D’abord, l’ancien ministre exprime sa grande gratitude à l’égard de ses citoyens et citoyennes qui continuent de travailler tout en sachant que leur vie est en danger. Ensuite, il considère le temps présent comme celui d’« une urgence de l’instant ». Ainsi, il affirme qu’il est trop tôt pour tirer toutes les leçons de cette crise, mais il ajoute : « il faudra le faire. » Compte tenu de mes faibles connaissances en la matière et des incertitudes du temps présent, c’est avec beaucoup d’hésitation que je partage ces quelques éléments d’analyse qui ne visent qu’à ouvrir le débat.

Benoît Lévesque, 3 avril 2020

1. Pour identifier les causes de la crise du coronavirus (COVID-19), il faut voir qu’à son origine on retrouve un nouveau virus[[2]](#footnote-2), le SARs-COV-2. La maladie causée par ce virus fait partie des maladies regroupées sous le terme Zoonose, soit des maladies causées par un virus, des bactéries, des fungi et des prions (agent pathogène d’une protéine) qui sont transmis à partir de contacts entre les humains et les animaux, y compris les insectes. Les animaux sont les hôtes de nombreux coronavirus, mais jusqu’ici seulement un petit nombre d’entre eux a été transmis aux humains (ex. civette masquée pour le SRAS).

La première vague importante de zoonoses est apparue avec la généralisation de l’agriculture et la domestication des animaux, il y a longtemps, soit entre 5000 et 10 000 ans. D’autres vagues ont suivi, mais **la vague actuelle remonte au début de 2000**. D’une part, une série de maladies infectieuses **émergentes**, entre autres le SARS (2002 et 2003), la grippe aviaire (2005), la grippe porcine (2009), l’Ebola (2014, 2019). D’autre part, une vague qui s’est accélérée : d’une maladie émergente par décennie (1970-80-90), on est passé à pratiquement une maladie par année. Conscients de cette situation, les scientifiques annoncent une catastrophe imminente, une « bombe à retardement », depuis deux décennies. Avec le COVID-19, la bombe a éclaté[[3]](#footnote-3).

1. **Les causes immédiates** de la nouvelle vague des maladies infectieuses émergentes (rapport aux virus) se retrouvent souvent, mais non exclusivement, **en Asie du sud-est** et en liaison avec l’alimentation, soit les contacts entre les humains et les animaux vivants à travers l’élevage d’animaux sauvages et des marchés publics où cohabitent produits alimentaires et animaux vivants. Les causes immédiates de la crise du coronavirus sont donc en Chine, mais pas exclusivement.

En effet, les causes immédiates de la nouvelle vague actuelle se retrouvent également dans l’élevage intensif ailleurs dans le monde, notamment dans les mégafermes nord-américaines dont l’une a été à l’origine de la grippe H1NI. Ces installations agro-industrielles entraînent une très grande consommation de protéine végétale, utilisent à profusion des médicaments pour les animaux, des pesticides et des insecticides, d’où également une pollution de l’eau, de l’air et du sol. Le nombre des animaux d’élevage est en très forte croissance : les poulets sont trois fois plus nombreux que les humains alors que le nombre de cochons dans le monde a été multiplié par trois entre 1970 et 2015 (FAO). La consommation de plus en plus élevée et répandue de viande animale, notamment dans les pays développés, est aussi responsable de cette situation.

1. Cependant, les **causes profondes** de l’explosion d’épidémies d’origine animale (et donc aussi de la nouvelle vague des maladies infectieuses émergentes) sont pour la plupart liées à un modèle de développement et à sa gouverne ultralibérale depuis quelques décennies. Tout cela a amplifié les effets du productivisme sur l’empreinte écologique à l’origine de la crise du coronavirus, comme plusieurs l’affirment. La gouverne ultralibérale repose sur une régulation concurrentielle soutenue par l’État qui fait de l’économie une finalité en soi (et non pas un moyen), la rentabilité maximale de l’investissement pour l’actionnaire. Le support des technologies de communication a permis une délocalisation de la production et de certains services vers les pays à bas salaires et à faible régulation environnementale. La mondialisation et la financiarisation se sont imposées dans un premier temps aux entreprises industrielles puis aux services et aux biens de consommation durable, y compris l’immobilier et logement pour des investissements à rendement financier élevé.

Avec le soutien de la plupart des gouvernements favorables à la libéralisation des marchés et à la mondialisation, le commerce à l’échelle du monde n’a cessé de croître comme en témoignent les activités débordantes des ports et aéroports internationaux. De nouvelles formes d’organisation de la production et de la distribution, tels les flux tendus, le *just in time* et le *zero stock*, ont permis une réduction des coûts, mais elles se révèlent d’une grande fragilisation, comme on peut l’observer avec la crise sanitaire. Plus profondément bien que moins visible, le passage de l’intégration des unités de production au-delà des frontières à une interconnexion qui combine sous-traitance et fournisseurs spécialisés « pour constituer ce que la littérature appelle des chaînes de valeurs » affecte désormais non seulement les entreprises capitalistes, mais l’ensemble des règles sociales qui sont appelées à s’harmoniser à cette fin[[4]](#footnote-4).

1. Plus spécifiquement, la crise du coronavirus (COVID-19) **résulte d’une crise écologique**[[5]](#footnote-5). Sans être exhaustif quant aux divers facteurs écologiques, relevons l’agriculture, la pisciculture et la sylviculture intensives qui entrainent une réduction de la biodiversité. Cette réduction favorise l’éclosion des maladies, à la différence de la production biologique et surtout de la permaculture. De plus, l’élargissement des territoires soumis aux activités humaines combiné à la destruction de la nature par la déforestation et les mines à ciel ouvert ont augmenté les contacts entre les humains et les animaux sauvages. En réduisant leur habitat naturel, les animaux deviennent eux-mêmes « plus stressés et plus à même d’être infectés et d’excréter les virus », à la source de pandémie[[6]](#footnote-6). Le productivisme et l’hyperconsommation sont par définition producteurs de pollution de l’air, de l’eau et des sols, autant de facteurs négatifs pour tous les vivants et les humains, particulièrement ceux qui sont les plus défavorisés (d’où une très grande injustice environnementale qui s’ajoute à l’injustice sociale). Les changements climatiques en raison de l’augmentation des émissions de gaz à effet de serre (GES) entraînent le déplacement des animaux et des insectes et l’apparition de nouvelles maladies pour des populations qui en étaient épargnées jusque-là.
2. Enfin, **le mode de vie et de consommation**, qui prédomine au sein des sociétés dites développées, n’est pas soutenable, à commencer par l’empreinte écologique d’une hyperconsommation soutenue par un endettement des ménages sans perspective d’avenir. Par le fait même, la crise actuelle révèle plusieurs fragilités, qui ont semblé échapper à la conscience d’une grande partie de la population : « fragilité de la croissance effrénée, fragilité des acquis en matière de bien-être matériel et même de confort, fragilité des épargnes, fragilité de la sécurité sanitaire » [[7]](#footnote-7). Cette fragilité est sans doute celle du modèle ultralibéral qui demande aujourd’hui de sauver une économie dont il est en grande partie le responsable, quitte à sacrifier des vies. Comme deux collègues l’écrivent : « cette logique sacrificielle « ne tient la route ni sur le plan économique ni sur le plan moral[[8]](#footnote-8)». Il faut s’inquiéter de possibles ruptures de stock pour l’alimentation, si la crise du coronavirus se prolonge, mais il faut aussi revoir notre vision du monde et ce que nous avons trop facilement valorisé jusqu’ici.

Il suffit de penser au tourisme de masse qui est responsable de 8% de toutes émissions de gaz à effet de serre (GES) dans le monde, soit 4,5 milliards de tonnes de GES dont 12% sont attribuables au voyage par avion, « l’un des moyens de transport les plus polluants de la planète »[[9]](#footnote-9). Et que dire des croisières dont les prix sont de plus en plus abordables mais dont la très forte empreinte écologique a des conséquences dommageables pour les passagers eux-mêmes et le personnel à leurs services, qui vivent alors dans un milieu mal sain et pollué, mais aussi pour les océans et les ports d’accueil dont les retombées sont loin d’être positives, y compris des territoires fragiles tels l’arctique et l’antarctique et les bancs de coraux dans les pays du sud[[10]](#footnote-10). Ici comme ailleurs, il existe des alternatives sans doute d’inégale importance, tels « le **tourisme durable ou responsable, le** tourisme solidaire ou équitable, le tourisme social, le tourisme participatif, le tourisme lent ou *slow travel*, le tourisme rural et l’écotourisme »[[11]](#footnote-11). Pour les déplacements d’affaires, la crise actuelle montre bien que les outils de communications pour des réunions et conférences ont été sous-utilisés. Le nombre et la fréquence des voyages et des vols internationaux d’avion, « signes d’un standard élevé » pour certains, relèvent de ce que de Thorstein Veblen a qualifié de « consommation ostentatoire ». Aujourd’hui, il apparaît que ces déplacements, qui ont contribué grandement à la diffusion du COVID-19, constituent à la fois une cause immédiate et un cause profonde reliée à notre mode de vie.

1. La crise du coronavirus est une crise sanitaire amplifiée par la **crise des systèmes de santé des pays développés** qui sont centrés sur le traitement (le curatif) au détriment de la prévention et du care depuis trop longtemps[[12]](#footnote-12). La plupart des systèmes de santé sont dominés par des centres hospitaliers, où les médecins règnent comme des entrepreneurs privés dans des institutions publiques, et une industrie pharmaceutique dont le rêve est de fournir des médicaments à tous ceux et celles qui sont en santé (la clientèle la plus large possible comme c’est le cas du viagra et des pilules pour une vie plus heureuse). De fait, la plupart des problèmes sociaux résultent souvent de problèmes économiques non ou mal résolus, mais ils reçoivent des solutions médicales et pharmaceutiques. À terme, ces solutions sont très coûteuses et en grande partie inefficaces.

Les systèmes de santé des divers pays ne sont pas complètement identiques comme en témoignent la grande diversité des formes de gouvernance et la diversité des acteurs (publics, privés, économie sociale et solidaire). Il existe un continuum qui va des États-Unis, où prédomine la médecine privée avec les coûts les plus élevés et une espérance de vie qui n’est pas à la hauteur, et des pays comme Cuba où prédomine une médecine plus centrée sur la prévention, mais adaptée aux régions moins favorisées (ce qui explique que ce pays en grande difficulté économique fournit des ressources humaines pour la santé à de nombreux pays en développement)[[13]](#footnote-13). On peut se demander si les problèmes actuels de l’Italie avec le coronavirus ne proviennent pas entre autres d’un système faiblement intégré alors que l’Allemagne réussit mieux avec un système public bien organisé. Au Québec, les médecins ont été au pouvoir pendant plus d’une décennie, ce qui leur a permis d’éliminer les Centres locaux de services communautaires (CLSC), qui étaient à l’origine une initiative de la société civile, pour y substituer des médecins de famille et des centres hospitaliers dont la gestion est plus centralisée que jamais auparavant. En même temps, les laboratoires de biologie médicale ont été détachés des établissements hospitaliers avec la création d’OPTILAB en 2017[[14]](#footnote-14). La réforme de Gaétan Barrette a été qualifiée d’un retour à l’hospitalo-centrisme faisant en sorte que les hôpitaux ont aspiré «goulûment les ressources des autres entités[[15]](#footnote-15).

1. Enfin, comme l’origine du COVID-19 n’est pas encore connue avec suffisamment de précision, plusieurs **documents le plus souvent douteux** avancent des informations visiblement non fondées selon lesquelles le COVOD-19 serait un virus génétiquement modifié dans des laboratoires de biosécurité dont la diffusion aurait été accidentelle ou même malfaisante. À cela, s’ajoute le fait que le président des États-Unis présente le coronavirus comme un virus chinois alors que ces derniers répliquent qu’il est américain. En ce qui me concerne, j’avancerais que le coronavirus (COVID-19) est bien chinois, quant à son origine géographique, mais qu’il est également « américain » quant à ses causes profondes, soit celles relevant d’un modèle de développement et d’une gouvernance ultralibérale dont le principal promoteur a été les États-Unis. Même si plusieurs n’hésitent pas à proclamer que la crise du coronavirus signifie la fin du capitalisme néolibéral (ce qui devrait s’imposer), il me semble plus prudent pour le moment d’y mettre un point d’interrogation comme le fait Patrick Artus, chef économique de la banque Natixis[[16]](#footnote-16). Ce point d’interrogation s’impose lorsqu’on considère que certains chefs d’État, au moins dans les Amériques, semblent disposés à donner la priorité au sauvetage de l’économie, quitte à sacrifier une grande partie de la population comme si cette dernière était moins importante et comme s’il était souhaitable de revenir au *business as usual* et sans grande transformation.

1. Nicolas Hulot (2020), Entretien avec Nicolas Hulot, <https://www.youtube.com/watch?v=yqwiFo82GfM> [↑](#footnote-ref-1)
2. Voir la réponse à la question 7 : Organisation des Nations Unis pour l’alimentation et l’agriculture (FAO) (2020) « Quel est le lien entre le COVID-19 et les animaux », *Nouveau Coronavirus (2019-nCOV)*, , <http://www.fao.org/2019-ncov/q-and-a/fr/> [↑](#footnote-ref-2)
3. Stephen S. Morse, Columbia University, « Emerging Infections : Condemned to Repeat ». Également : Mark Woolhouse et Eleanor Gaunt, University of Edimburg, « Ecological Origins of Novel Human Pathogens ». Ces deux contributions dans The National Academies of Sciences, Engineering Medecine, *Microbial Evolution and Co-Adaptation. A Tribute to the Life and Scientific Legacies of Joshua Lederberg: Workshop Summary,* Washington (disponible : <https://www.ncbi.nlm.nih.gov/books/NBK45714/> ). [↑](#footnote-ref-3)
4. Mathieu Arès, Éric Boulanger, Éric et Christian Deblock (2016), « Intégration ou interconnexion ? », *Revue Interventions économiques* [En ligne], 55 | 2016, mis en ligne le 01 juillet 2016, consulté le 29 août 2017 (disponible :  <http://interventionseconomiques.revues.org/2895> ). Pour l’économie sociale et l’économie publique, voir Luc Bernier et Benoît Lévesque (2017), «L'économie sociale et les sociétés d'État en Amérique du nord (Canada, Mexique et États-Unis) dans le contexte de l'ALÉNA», *Revue interventions économiques* [En ligne], no 59 <https://journals.openedition.org/interventionseconomiques/3972> [↑](#footnote-ref-4)
5. Antoine de Ravignan (2020), « Derrière l’épidémie, la crise écologique », *Alternatives économiques,* 30 mars 2020

   [https://www.alternatives-economiques.fr//derriere-lepidemie-crise-ecologique/00092254?utm\_source=emailing&utm\_medium=email&utm\_campaign=NL\_Quotidienne&utm\_content=30032020](https://www.alternatives-economiques.fr/derriere-lepidemie-crise-ecologique/00092254?utm_source=emailing&utm_medium=email&utm_campaign=NL_Quotidienne&utm_content=30032020) [↑](#footnote-ref-5)
6. Tel est le témoignage de Cécile Aenishaenslin, professeure en épidémiologie à la Faculté de médecine vétérinaire de l’Université de Montréal, que présente Alexandre Shields, « La destruction de la nature, une source de pandémies, *Le Devoir*, 28 février 2020 <https://www.ledevoir.com/societe/environnement/575925/la-destruction-de-la-nature-une-source-de-pandemies> [↑](#footnote-ref-6)
7. Simon Langlois (2020), « Ce qui va changer après la crise sanitaire mondiale », *Le Devoir*, Le Devoir, le 8 mars 2020 (disponible : <https://www.ledevoir.com/opinion/idees/576010/ce-qui-va-changer-apres-la-crise-sanitaire>) [↑](#footnote-ref-7)
8. Jade Bourdages, École de travail social de l’UQÀM, et David Morin, École de politique appliquée de l’Université de Sherbrooke (2020), « Sacrifier des vies sur l’autel de l’économie? **»**, *La Presse*, 31 mars 2020 (disponible : <https://www.lapresse.ca/debats/opinions/202003/30/01-5267179-sacrifier-des-vies-sur-lautel-de-leconomie.php> ) [↑](#footnote-ref-8)
9. Mathieu Dugal (2018), « Doit-on arrêter de voyager pour sauver la planète?, *Moteur de recherche*, Société Radio-Canada, <https://ici.radio-canada.ca/premiere/emissions/moteur-de-recherche/segments/chronique/89733/vacances-voyages-environnement-pollution-avion-croisiere> [↑](#footnote-ref-9)
10. Pierre-Louis Têtu (2012), *Expansion du tourisme de croisière dans l’arctique canadien : analyse du discours des opérateurs potentiels et actuels*, Mémoire présenté à la Faculté des études supérieures et postdoctorales de l’Université Laval dans le cadre du programme de maîtrise en sciences géographiques pour l’obtention du grade de Maître ès sciences (M.Sc.Géogr.), 159 p.

    Antarctique et Arcticque (disponible :<https://corpus.ulaval.ca/jspui/bitstream/20.500.11794/23961/1/29597.pdf> ) [↑](#footnote-ref-10)
11. Pour un aperçu, voir **Fondation Tourisme Jeunesse (2019), *Tourisme de masse versus tourisme altenatif*,** [**https://ftj-ytf.org/blogue/tourisme-de-masse-versus-tourisme-alternatif**](https://ftj-ytf.org/blogue/tourisme-de-masse-versus-tourisme-alternatif) **.** Dans la perspective d’un tourisme soutenable, voir également : United Nations Environment Programme et University of Oxford (2008), Climate change adaptation and mitigation in the tourism sector: frameworks, tools and practices. Manuals on Sustainable Tourism, UNEP**,** University of Oxford, United Nations World Tourism Organization et World Meteorological Organization, 152 p.

    <http://wedocs.unep.org/bitstream/handle/20.500.11822/9681/Climate_Change_adaptation_mitigation.pdf?sequence=3&isAllowed=y> [↑](#footnote-ref-11)
12. Paul R. Bélanger et Benoît Lévesque (1990), « Le système de santé et de services sociaux au Québec : Crise des relations de travail et du mode de consommation » dans *Sociologie du travail*, Paris, no 2, p. 231-24 [↑](#footnote-ref-12)
13. Benoît Lévesque et Bernard Thiry (2008), « Gouvernance et partenariat, deux vecteurs de la reconfiguration des nouveaux régimes de gouvernance des services sociaux et de santé », dans CIRIEC (B. Enjolras, dir.), *Gouvernance et intérêt général dans les services sociaux et de santé*, Bruxelles, P.I.E. Peter Lang, p. 227-261. [↑](#footnote-ref-13)
14. Pour OPTILAB, voir le site : <https://www.msss.gouv.qc.ca/professionnels/soins-et-services/optilab/> [↑](#footnote-ref-14)
15. Charles Roy (2014), »Retour à l’hospitalo-centrisme », *La Presse*, 6 octobre 2014. <https://www.lapresse.ca/debats/votre-opinion/201410/03/01-4806164-retour-a-lhospitalo-centrisme.php> [↑](#footnote-ref-15)
16. Patrick Artus (2020), « La crise du coronavirus sonne-t-elle la fin du capitalisme néo-libéral? », *Flash Économie*, Paris, 30 mars 2020 (Natixis Beyond Banking)

    <https://www.research.natixis.com/Site/en/publication/m5s-lx5Bbb92bmN3Rt3wlOH-FfouhppovZfIyfsy2hw%3D> Patrick Artus est un économiste hétérodoxe qui a publié plusieurs ouvrages Patrick Artus (2002). *La nouvelle économie*, Paris, La Découverte (collection Repères). Également Patrick Artus et Marie-Paule Virard (2015), *Croissance zéro. Comment éviter le chaos*? Paris, Fayard, [↑](#footnote-ref-16)